Le Conseil,

Vu le rapport du 31 mars 1999, par lequel monsieur le président :

A - Expose ce qui suit :

Le marché relatif à la fourniture de chaux au centre de valorisation thermique des déchets urbains de Lyon-sud arrive à expiration le 31 décembre 1999. Il est donc nécessaire de le renouveler.

En effet, pour éviter toute pollution atmosphérique et conformément aux directives ministérielles, les fumées résultant de la combustion des déchets ménagers doivent être dépoussiérées et épurées. Les poussières en suspension sont d'abord captées dans des électrofiltres. Les gaz passent ensuite dans un laveur où ils sont en contact avec un brouillard de lait de chaux qui neutralise les acides. De plus, la chaux est utilisée comme précipitant des métaux lourds sous forme d'hydroxyde dans le traitement des eaux.

Aussi, je vous sou mets un dossier de consultation des entrepreneurs relatif à ce marché de fourniture.

Un appel d'offres ouvert composé d'un lot unique serait lancé en vue de l'établissement d'un marché de fourniture à bons de commande, en application des articles 273 et 295 à 298 du code des marchés publics.

Ce marché aurait une durée ferme d'un an, du 1er janvier au 31 décembre 2000 et serait reconductible tacitement et annuellement deux fois une année pour s'achever en tout état de cause le 31 décembre 2002.

Monsieur le vice-président chargé des marchés publics a émis un avis favorable à sa passation le 5 janvier 1999 ;

B - Propose de délibérer comme suit ;

Vu ledit dossier de consultation des entrepreneurs ;

Vu les articles 273 et 295 à 298 du code des marchés publics ;

Vu sa délibération n° 95-0052 en date du 25 septembre 1995 ;

Ouï l'avis de sa commission environnement, propreté, eau et assainissement ;

DELIBERE

1° - Accepte le dossier de consultation des entrepreneurs qui lui est soumis.

2° - Decide que :

a) - le marché sera traité par voie d'appel d'offres ouvert, conformément aux dispositions des articles 273 et 295 à 298 du code des marchés publics,

b) - les offres seront examinées par la commission permanente d'appel d'offres créée par la délibération n° 95-0052 en date du 25 septembre 1995.

3° - Autorise monsieur le président à :

- a) - accepter l'offre retenue pour valoir acte d'engagement,
- b) - accomplir tous les actes y afférents.

4° - La dépense prévisionnelle correspondante sera prélevée sur les crédits à inscrire au budget de la Communauté urbaine - direction de la propreté - au titre des exercices comptables concernés - section de fonctionnement - centre budgétaire 5320 - centre de gestion 532 000 - compte 606 800 - fonction 812 - ligne de gestion 011 211.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,